



NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2021

- Sommaire :

- I. Le cadre général du budget
- II. La section de fonctionnement
- III. La section d'investissement
- Annexe : extrait du CGCT

I. Cadre général du budget

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet de la commune.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2021. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans un délai de 15 jours maximum après la date limite de vote du budget. Par cet acte, le maire, ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2021 a été voté le 30 mars 2021 par le conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux. Il a été établi avec la volonté de :

- maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- mobiliser des subventions auprès du conseil départemental et de la Région chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents de la commune ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

II. La section de fonctionnement

a. Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour notre commune :

Les **recettes de fonctionnement** correspondent en grande majorité aux sommes encaissées au titre des impôts directs locaux, des fonds départementaux, des taxes finales d'électricité ainsi que des dotations versées par l'Etat.)

Les recettes de fonctionnement 2021 (hors excédent brut reporté) représentent 493 350 €.

Les **dépenses de fonctionnement** sont constituées par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les contributions obligatoires (pompiers, police pluricommunale) les subventions versées aux associations, les indemnités des élus, les intérêts des emprunts à payer et le reversement d'un fonds national de garantie (FNGIR-FPIC).

Les salaires représentent 155 100 € soit 34.20% des dépenses réelles de fonctionnement de la commune.

Les dépenses de fonctionnement 2021 représentent 453 635 €.

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la commune à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

Il existe trois principaux types de recettes pour une ville :

- Les impôts locaux directs :
348 920,81 € en 2020 Prévision pour 2021 : 356 878 €
- Les dotations versées par l'Etat :
125 972,86 € en 2020 Prévision pour 2021 : 115 096 €
- Les recettes encaissées au titre des prestations : droit de chasse, redevance occupation des sols, concessions cimetièrre, divers :
12 110,05 € en 2020 Prévision pour 2021 : 10 196 €

b. Les principales dépenses et recettes de la section :

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Dépenses courantes	134 570€	Excédent brut reporté	151 641 €
Dépenses de personnel	155 100 €	Recettes des services	10 196 €
Autres dépenses de gestion courante	60 810 €	Impôts et taxes	356 878 €
Dépenses financières	24 300 €	Dotations et participations	115 096 €
Dépenses exceptionnelles	100 €	Autres recettes de gestion courante	1 755 €
Autres dépenses FNGIR -FPIC	58 755 €	Recettes exceptionnelles	9 270 €
Dépenses imprévues	20 000 €	Recettes financières	5 €
Total dépenses réelles	453 635 €	Autres recettes	150 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	1 312 €	Total recettes réelles	644 991 €
Virement à la section d'investissement	190 044 €	Produits (écritures d'ordre entre sections)	0 €
Total général	644 991 €	Total général	644 991 €

c. La fiscalité

Les taux des impôts locaux pour 2021 :

- Taxe foncière sur le bâti (TFPB) : 25%

À compter de l'année 2021, la taxe d'habitation sur les résidences principales n'est plus perçue par les communes, mais par l'État. En contrepartie, le taux de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties 2020 du département (13,17%) est transféré aux communes.

Par conséquent, le nouveau taux 2021 de TFPB de la commune est de 25 % (soit le taux communal de 2020 : 11,83 % + le taux départemental de 2020 : 13,17%).

Cela ne change rien pour le particulier ! Son impôt reste le même, c'est simplement le destinataire qui change.

- Taxe foncière sur le non bâti : 41.85 %

Le produit attendu de la fiscalité locale s'élève à 356 878 €.

d. Les dotations de l'Etat.

Les dotations attendues de l'Etat s'élèveront à 115 096 €.

III. La section d'investissement

a. Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la ville à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la commune regroupe :

- **en dépenses** : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création, des frais d'études de mise à jour du PLU.

- **en recettes** : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à une nouvelle construction, à la réfection du réseau d'éclairage public... , le FCTVA (récupération de la TVA sur les investissements)

b. Une vue d'ensemble de la section d'investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Solde d'investissement reporté	19 788.41€	Virement de la section de fonctionnement	190 044 €
Remboursement d'emprunts	45 398.48 €	FCTVA	2 364 €
Réfection tribune chœur de l'église	11 000 €	Mise en réserves	27 988.41€
Bâtiments scolaires	43 900 €		
Voierie et éclairage	25 000 €	Cessions d'immobilisations	0 €
Installations voierie	2 400 €		
Autres Divers	18 700 €	Taxe aménagement	2 000 €
Autres dépenses		Subventions	9 000 €
PLU	10 000 €		
Frais d'études	20 200 €	Dons et legs	3 000 €
Plantation allée Dompeter	25 000€		
Charges (écritures d'ordre entre sections)	0 €	Emprunt	0 €
Dépenses imprévues	14 321.52 €	Produits (écritures d'ordre entre section)	1 312 €
		Dotations aux amortissements	
Total général	235 708.41 €	Total général	235 708.41 €

c. Les principaux projets de l'année 2021 sont les suivants :

- Rénovation d'une partie de l'éclairage public
- Début de réfection de la voirie
- Réaménagement de l'allée du Dompeter
- Réfection du chauffage de l'école, pompes de relevage
- Mise à l'étude de la mise à jour du PLU

d. Les subventions d'investissements prévues (déjà notifiées) :

- de l'Etat : 5 570 euros
- du Département : 3 430 euros

Fait à Avolsheim le 31 mars 2021



Le Maire,

Pascal GÉHIN

Annexe

Code général des collectivités territoriales –extrait de l’article L2313-1

Les budgets de la commune restent déposés à la mairie et, le cas échéant, à la mairie annexe où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du maire (site internet notamment). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L2343-2, sont assortis en annexe :1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ;2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :a) détient une part du capital ;b) a garanti un emprunt ;c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme. La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;5° Supprimé ;6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;7° De la liste des délégataires de service public ;8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L 300-5 du code de l'urbanisme ;9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L1414-1;10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat. Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire. Dans ces mêmes communes de 3 500 habitants et plus, les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune. Les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et qui assurent au moins la collecte des déchets ménagers retracent dans un état spécial annexé aux documents budgétaires, d'une part, le produit perçu de la taxe précitée et les dotations et participations reçues pour le financement du service, liées notamment aux ventes d'énergie ou de matériaux, aux soutiens reçus des éco-organismes ou aux aides publiques, et d'autre part, les dépenses, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée. Les établissements publics de coopération intercommunale et les communes signataires de contrats de ville présentent annuellement un état, annexé à leur budget, retraçant les recettes et les dépenses correspondant aux engagements pris dans le cadre de ces contrats. Y figurent l'ensemble des actions conduites et des moyens apportés par les différentes parties au contrat, notamment les départements et les régions, en distinguant les moyens qui relèvent de la politique de la ville de ceux qui relèvent du droit commun. Pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements. Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. La présentation prévue au précédent alinéa ainsi que le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice prévu à l'article L2312-1, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, conformément à l'article L2121-12, sont mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles ils se rapportent et dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat. Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.